

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXP ETUDES ET RECHERCHES

1396 route de Cavaillon
84250 Le Thor

Références : D-0093-2025/LRAR N°1A 214 953 2460 0
Code AIOT : 0006401409

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement EXP ETUDES ET RECHERCHES implanté 1396, route de Cavaillon 84250 Le Thor. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Il s'agissait pour cette inspection d'appréhender l'organisation générale du site et les différentes opérations qui y sont réalisées. Le contrôle des vérifications périodique a servi de base à une discussion plus large.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXP ETUDES ET RECHERCHES
- 1396, route de Cavaillon 84250 Le Thor
- Code AIOT : 0006401409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ÉTUDES ET RECHERCHES exploite sur la commune de Le Thor des installations de stockage et de montage d'artifices de divertissement.

Ses activités sont réglementées par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 16 octobre 2018. L'établissement est classé SEVESO seuil bas pour la rubrique 4220 relative au stockage de produits explosifs. Il relève aussi de la déclaration pour la rubrique 4210 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations électriques	AP Complémentaire du 16/10/2018, article 8.3.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 16/10/2018, article 8.2.3	Sans objet
5	Electricité statique	AP Complémentaire du 16/10/2018, article 8.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué les contrôles périodiques listés dans le présent rapport, le rapport Q18 relatif aux installations électriques indique plusieurs non-conformités. L'exploitant devra donc transmettre les éléments permettant de juger de la levée de ces non-conformités.

L'outil de gestion des stocks est conforme aux attendus et les stocks physiques en adéquation avec les éléments de gestion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'exploitant dispose d'un logiciel développé en interne pour le suivi de ses stocks. L'application permet de lier les procédures de commandes, d'expédition à l'état physique des dépôts. Une extraction spécifique permet d'obtenir les données nécessaires à l'inspection, notamment les divisions de risque des matières stockées. Les informations sont assez claires et synthétiques pour une information de la population. Les données du logiciel sont accessibles en tous temps. Le serveur est situé sur un site extérieur et les quatre personnels pouvant être d'astreinte sont à même de transmettre les informations aux services d'incendie et de secours.

Sur place nous avons procédé au contrôle de l'adéquation entre les données extraites et les stocks de deux dépôts : S2 et E. Le jour de l'inspection le dépôt E était dans sa configuration stockage et non dégroupage.

Par sondage pour chaque dépôt il a été constaté la bonne correspondance entre les références de la base de donnée et l'état physique du stock.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Vérification périodique

L'exploitant n'a pas réalisé de modification des installations depuis la dernière ARF. La vérification périodique des protections contre la foudre a été réalisée par RG consultant le 11 avril 2024 (ref. RGC 30 225). Le rapport indique la conformité de l'installation extérieure de protection foudre (IEPF) et de l'installation intérieure de protection foudre (IIPF).

Suivi des impacts potentiels de la foudre

Un suivi de l'état général du site est effectué mensuellement par le responsable du site ou son assistante technique. Ce contrôle comprend différents contrôles tels que le niveau des réserves d'eau pour la lutte contre l'incendie, l'état des clôtures et la vérification des compteurs de foudre. Les différentes constatations effectuées sont retranscrites dans un registre dédié. En cas d'orage des vérifications supplémentaires sont réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/10/2018, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• Chaque local pyrotechnique est équipé d'une couverture anti-feu et au minimum d'un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres, placé à l'extérieur à côté de la porte.• Un ensemble tracteur citerne de 1000 l est opérationnel en permanence.• Deux réserves d'eau de 60 m3 et 120 m3 sont installés à côté des deux accès pompiers. La réserve de 60 m3 doit pouvoir être réalimentée en permanence par une moto-pompe diesel assurant un débit minimal de 120 M3/h et comporter deux raccords normalisés DN 100.• Une pompe autonome adaptée au besoin des pompiers est disponible à l'entrée de l'enceinte pyrotechnique, à proximité des bâtiments T et E.
Constats : L'exploitant a présenté plusieurs documents attestant de la vérification périodique de ses moyens d'extinction : <ul style="list-style-type: none">• entretien de la motopompe : facture "brice machisme agricole" N°24-01-73 du 15 janvier 2024 ;• vérification mensuelle de la hauteur du bassin dans le cadre du suivi mensuel du site ;• vérification des extincteurs : effectué par SARL Languedoc incendie (n°de facture : 02506) le 23/05/2024 ; Sur place nous avons pu constater la présence à l'entrée des dépôts S2 et E contrôlés d'extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres et de la présence du tracteur et de la tonne d'eau. A ce sujet l'exploitant souhaite remplacer ce véhicule par un modèle plus rapide et présentant un meilleur débit d'eau. L'exploitant devra étudier une solution alternative en relation avec les services d'incendie et de secours. Cette solution validée par le SDIS sera ensuite étudiée par l'inspection des installations classées. Nous invitons également l'exploitant à poursuivre sa réflexion sur le risque d'un incendie extérieur et ainsi à potentiellement faire évoluer la question du débroussaillage du site. Lors de l'inspection la végétation du site était maintenue dans un bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/10/2018, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement pour une personne compétente conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre II de livre II de la quatrième partie du

<p>code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice du Code du Travail.</p> <p>Elles sont limitées à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les câbles d'alimentation générale sont enterrés Leur tracé est repéré par des bornes. Il n'y a pas d'électricité dans les bâtiments S1 à S7 exclusivement dédiés aux opérations de stockage pyrotechniques. les locaux E, M, T et S1b sont alimentés en très basse tension. Leur éclairage est réalisé par le biais de néons étanches (type Ip55), allumés à partir d'un interrupteur situé à l'extérieur sur un boîtier électrique comportant un dispositif d'arrêt type "coup de poing" assurant la coupure immédiate d'alimentation du bâtiment. Les bâtiments ne sont pas chauffés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un contrôle de l'APAVE daté du 29 janvier 2025 : Certificat Q18, rapport A52817305-019-1 Ce rapport montre plusieurs non-conformités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre dans les meilleurs délais à l'inspection un nouveau certificat attestant de la remise en conformité des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Electricité statique

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/10/2018, article 8.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>les bâtiments polyvalents M et E sont conçus pour minimiser les risques dus à l'électricité statique. Les sols sont recouverts d'une peinture anti-statique. Les employés sont équipés par l'exploitant de vêtements, chaussures et autres équipements ne permettant pas l'accumulation de charges électrostatiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que seules les tenues en coton étaient autorisées sur le site. Les personnels ne portent pas de vêtement en tissu synthétique, laine ou fibre polaire. L'exploitant précise que ces mesures font partie du socle des savoirs faire du métier.</p>

Il précisera que les personnels, qui travaillent toujours en binôme sont expérimentés, que l'entreprise n'a pas recours à l'intérim et qu'en conséquences ces règles font partie des habitudes du site. Nous avons pu constater sur place que deux personnels avaient une tenue adéquate. Nous avons constaté la présence de peinture sur le sol de dépôt E dont l'exploitant assure sa nature anti-statique.

Type de suites proposées : Sans suite